

BURKINA FASO



**SOIXANTE ET UNIEME SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES**



**DECLARATION
DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
YOUSOUF OUEDRAOGO
MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES ET DE LA COOPERATION REGIONALE**

NEW YORK, 22 SEPTEMBRE 2006

(Vérifier à l'audition)

*Mission Permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Burkina Faso to the United Nations
866 United Nations Plaza First Avenue, Suite 326/327A
New York, N.Y 10017 Tél.: (1) 212-308-4720/21*

**Madame la Présidente,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,**

Le Burkina Faso se réjouit, Madame la Présidente, de vous voir présider les travaux de la 61^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale. Soyez assurée de la pleine coopération de notre délégation, qui ne ménagera aucun effort pour le succès de votre noble mission.

Je voudrais également exprimer notre gratitude à Monsieur Jan Eliasson, Ministre des Affaires étrangères de la Suède, qui a conduit avec succès les travaux de la 60^{ème} session.

Madame la Présidente,

La présente session se tient à un moment où, dans certaines régions du monde, la paix et la sécurité sont fortement ébranlées dans leurs fondements.

En Afrique, en dépit des efforts déployés, des foyers de tension persistent. C'est le cas entre autres au Soudan, en Somalie et en Côte d'Ivoire.

Fort heureusement, les armes se sont tues dans certains pays, ouvrant ainsi de réelles perspectives de progrès et de développement.

Au Libéria, en Sierra Léone, en Guinée-Bissau, au Burundi, la démocratie et l'édification de l'Etat de droit sont désormais une réalité. C'est la preuve que rien, absolument rien, ne peut remplacer la volonté politique des acteurs de s'engager pleinement dans un processus de dialogue inclusif et constructif.

Nous souhaitons vivement que le processus démocratique en cours en République Démocratique du Congo se poursuive avec succès.

De même, nous nous félicitons des progrès réalisés dans le dialogue politique inter - togolais.

Pour avoir eu le privilège d'accompagner ce processus en qualité de facilitateur, le Président Blaise COMPAORE a pu prendre la pleine mesure de la détermination de la classe politique togolaise.

C'est la raison pour laquelle nous réitérons l'appel qu'il avait lancé aux partenaires du Togo pour qu'ils apportent l'appui nécessaire à la relance économique de ce pays.

La crise ivoirienne est à un tournant décisif de son évolution. Nous sommes convaincus qu'avec l'engagement ferme et sincère de toutes les parties, et le soutien de la communauté internationale, une solution définitive pourra être trouvée dans les meilleurs délais.

Au Moyen-Orient, ces derniers mois nous ont encore donné de voir une escalade particulièrement préoccupante de la violence.

Parce qu'elles sont suffisamment connues de tous, nul n'est besoin ici de revenir sur les causes de ce conflit. Tout en se

félicitant de l'adoption de la résolution 1701 du Conseil de sécurité, et du déploiement de la FINUL renforcée, le Burkina Faso souhaite vivement que les négociations, à tous les niveaux, se poursuivent et s'intensifient, afin de parvenir à une paix globale et durable dans cette région, une paix qui restaure la souveraineté du Liban, la liberté pour le peuple palestinien, et assure la sécurité d'Israël.

**Madame la Présidente,
Honorables délégués,**

La problématique d'un commerce international libre, juste et équitable reste posée.

L'échec du Cycle de Doha, qui nous en a administré la preuve, doit nous inciter à rechercher les meilleures voies pour le respect scrupuleux des règles du système commercial multilatéral édictées par l'Organisation mondiale du commerce.

Pour le Burkina Faso, qui s'est pleinement investi dans la défense des intérêts des producteurs de coton africains, une telle exigence est plus que jamais impérative.

Le développement durable, la lutte contre la pauvreté, l'élimination de la faim et de la précarité dans le monde, constituent toujours des défis à relever.

Au - delà des efforts consentis en matière de réduction de la dette et des mécanismes de financement innovants, que nous saluons à leur juste valeur, la communauté internationale doit œuvrer à l'émergence d'un véritable partenariat Nord - Sud, qui garantirait le juste traitement des questions qui préoccupent toutes les régions et tous les pays du monde.

Le Burkina Faso se félicite de la tenue, il y a quelques jours ici même, de la réunion d'évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action de Bruxelles sur les pays les moins avancés, dont les conclusions confortent une telle perspective.

**Madame la Présidente,
Honorables délégués,**

L'ampleur prise par les migrations internationales ces dernières années, avec les drames que vivent chaque jour des milliers de jeunes, qui se lancent à l'aventure au péril de leur vie, constitue un nouveau défi engendré par l'accélération de la mondialisation. Pour les relever, pays d'origine, pays de transit comme d'accueil se doivent d'être plus imaginatifs pour rechercher des solutions qui s'attaquent aux causes profondes du phénomène, auquel ni les barrières, ni les frontières, ni les refoulements, ni les rapatriements musclés, ne sauraient être des réponses adéquates, encore moins durables.

C'est dans cet esprit que nous tenons à saluer les résultats de la Conférence ministérielle Euro - Afrique, tenue les 10 et 11 juillet 2006 à Rabat sur la migration et le développement, les initiatives engagées par l'Union africaine en vue d'élaborer une politique africaine commune en matière de migration, de même que les conclusions du dialogue de haut niveau sur les migrations, qui vient de se tenir à New York en marge des travaux de la présente session.

Madame la Présidente,

La flambée sans précédent des prix du baril de pétrole et la crise énergétique qu'elle engendre frappent de plein fouet nos pays. Elles laisseront pendant longtemps des séquelles sur les économies des pays africains non exportateurs de pétrole comme le Burkina.

Cette crise nous impose de trouver non seulement des formules innovatrices de solidarité internationale, mais également des solutions alternatives à l'énergie fossile.

Conscient de cette réalité, le Burkina Faso a déjà entrepris d'inscrire parmi ses priorités, le développement du biogaz à partir des résidus des productions végétales telles que le coton.

Madame la Présidente,

La question du nucléaire s'est invitée depuis quelques temps à l'ordre du jour de la plupart de nos rencontres. Le Burkina Faso réitère ici sa ferme condamnation de la course aux armements en général, et de la prolifération des armes nucléaires en particulier. Il est aujourd'hui impératif de donner pleine vie au Traité de non prolifération nucléaire.

Cependant, cela devrait se faire sans préjudice du droit de tout Etat de développer, de produire et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

**Madame la Présidente,
Honorable délégués,
Mesdames et Messieurs**

Au nom de la démocratie et de la justice, nous avons tous souhaité une ONU nouvelle, symbole de gouvernance moderne et d'efficacité dans la gestion des affaires du monde. C'est pourquoi nous nous sommes engagés dans ce processus de réforme profonde de l'Organisation et de ses méthodes de travail. L'Afrique en particulier y a adhéré, convaincue que c'est le seul moyen d'obtenir réparation d'une injustice nourrie depuis des décennies.

Le train du changement a été mis en marche par la création de la Commission de consolidation de la paix, du Fonds central d'intervention d'urgence, la transformation de la Commission des droits de l'homme en Conseil des droits de l'homme, ainsi que l'adoption de la Stratégie globale de lutte anti-terroriste.

Désormais, nous devons tous œuvrer pour que le multilatéralisme et l'universalisme priment sur l'unilatéralisme. Pour ce faire, il nous faut une Organisation des Nations Unies forte, démocratique, ouverte à tous les peuples épris de paix et de justice.

Cette dynamique d'ouverture et d'universalisation de l'organisation doit s'inscrire dans un véritable mouvement démocratique irréversible. C'est pourquoi elle doit faire justice aux 23 millions de Taïwanais, dont la seule aspiration a toujours été de prendre une part active à notre action commune d'édification d'un monde meilleur.

Le Burkina Faso se félicite à cet égard de l'admission du Monténégro en qualité de 192ème membre de l'ONU.

**Madame la Présidente,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais à présent, au nom de mon pays, le Burkina Faso, rendre un hommage particulier à notre Secrétaire général, **Monsieur Kofi ANNAN**, qui a, pendant dix ans, avec un engagement, un tact, une abnégation et un esprit d'efficacité sans pareil, insufflé une nouvelle dynamique à l'Organisation, portant ainsi sur les fonts baptismaux les éléments fondateurs de cette ONU nouvelle dont nous rêvons depuis des décennies.

Au moment où il s'apprête à tourner cette page importante de sa vie, nous lui adressons tous nos vœux de succès, dans ses activités futures.

Madame la Présidente,

Les aspirations de nos peuples sont immenses. Autant nous devons travailler à optimiser la gouvernance au niveau global, autant nous devons œuvrer à asseoir la gouvernance locale. C'est le seul moyen pour nous de satisfaire ces légitimes aspirations, et d'espérer léguer aux générations futures un monde de paix et réconcilié avec lui-même.

Je vous remercie.